



MON OEIL!...

Édition du 4 février 2019
Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

LA DETTE QUI N'EST PAS GÉRABLE

Il y en a qui se fient à Fred la marmotte pour savoir si le printemps sera précoce ou tardif.

Par contre, nul besoin d'elle pour savoir que la saison des budgets arrive à grands pas, et qu'**elle se manifeste** tant à Ottawa qu'à Québec.

Malgré les impacts importants que peut avoir l'exercice fédéral sur le provincial, le plus attendu des deux, cette année, est assurément celui du Québec parce qu'il donnera la véritable couleur de ce nouveau gouvernement dont les médias de masse ne cessent de souligner la lune de miel qu'il poursuit avec la population qui l'a élu en octobre.

Toutefois, les signes donnés par le premier ministre Legault et certains de ses ministres séniors ont de quoi inquiéter celles et ceux qui croyaient, en reléguant le PLQ dans l'opposition, s'être débarrassés à la fois de l'austérité écrasante et de la façon de nous la faire avaler.

Ainsi, à l'émission « Les coulisses du pouvoir », de Radio-Canada, le président du Conseil du Trésor, Christian Dubé, a expliqué que son parti s'était engagé en campagne électorale à des « améliorations » budgétaires de 1,7 milliard \$ sur quatre ans, dont 440 millions \$ dans la première année. À une question sur la forme que prendraient ses compressions, il a répondu : « Compression est un mot que je n'aime pas, parce que je regarde en avant. C'est de l'argent qu'il ne faut pas dépenser, comprenez-vous ce que je dis ? Aujourd'hui, il y a 440 million \$ en 2019-2020 que je ne voudrais pas avoir dans mon budget de dépenses ! » Oui, M. Dubé, on comprend très bien ce que vous dites, mieux que vous ne le pensez !

Il a ajouté qu'il veut pouvoir mesurer la qualité des services « avec des données qui vont supporter les dollars. » Comme exemple, il a parlé des 200 millions \$ que la ministre McCann veut pour les services à domicile. Lui veut savoir « c'est combien de postes, combien de patients de plus. » Ça ne m'a pas rassuré sur **la façon de fonctionner du réseau de la Santé et des services sociaux (SSS)**, plus friand de statistiques que de réels services rendus, et sur la notion de **performance** qu'on continue d'utiliser pour mieux nous faire passer des statistiques pour des personnes.

De son côté, le premier ministre Legault n'y est pas allé de main morte à propos **des économies que devront faire les différents ministères** afin de financer les promesses électorales de la CAQ : 838 millions de \$ sont attendus de leur part, et cela se fera, selon lui, par "des gains d'efficacité" et en éliminant "la bureaucratie". Il s'est empressé d'ajouter que « d'aucune façon ça ne va affecter les services ... Ça ne touchera pas les services. »

Pour ceux à qui ça donne l'impression de vivre un jour de la marmotte, voici une **compilation non exhaustive de citations**, trouvée sur internet, de l'ancien gouvernement. Cette compilation est à conserver pour mieux comprendre les futures déclarations de nos ministres. « Bonnet blanc, blanc bonnet », diraient certain.e.s. Mais comme ce gouvernement est plutôt bleu, et que l'ancien était rouge, « bleu-blanc-rouge » serait plus approprié, si ce n'était pas déjà consacré à notre Sainte-Flanelle !

Par contre, ce qui continue d'en étonner plus d'un.e, c'est de voir ce nouveau gouvernement affirmer, comme l'a fait M. Dubé, qu'« on n'est pas du tout dans le même film », mais qui se refuse toujours à réduire la plus grosse dépense inutile

de l'État: le régime hybride privé-public d'assurance médicaments, qui nous coûte jusqu'à 3 milliards \$ de trop par année. Ça, mesdames, messieurs les ministres et députés du gouvernement au pouvoir, c'est trois fois et demie les économies souhaitées par le premier ministre, et ça « n'affecterait pas les services, ça ne toucherait pas les services », garanti ! M. Dubé n'aime peut-être pas le mot « compressions », nous pouvons lui suggérer « coupures », comme dans « Le remède aux coupures », une campagne pour rendre 100 % public notre régime d'assurance médicaments, qui est maintenant relayée par plusieurs autres, dont la FTQ.

De plus, ces économies permettraient de mieux financer nos services publics de SSS, de même que d'Éducation.

Mais surtout, elles pourraient constituer une bonne base d'investissements dans la lutte au réchauffement climatique.

Le gouvernement doit dès maintenant décider des mesures nécessaires à nous sortir des énergies fossiles et les mettre en place à tous les niveaux de la société. Il faut changer nos façons de répondre à nos besoins afin d'être carboneutres, c.-à-dire réduire au maximum notre production de gaz à effet de serre (GES), et annuler celle qui restera.

Changer nos façons de répondre à nos besoins nécessitera entre autres de développer et soutenir des alternatives de production, de même que la requalification de la main-d'œuvre qui quittera l'ancienne économie pour s'insérer dans la nouvelle.

Nous avons au mieux jusqu'en 2030 pour stopper le cours du réchauffement climatique et l'inverser.

En même temps, il nous faudra nous adapter à ses impacts inévitables en tentant d'en diminuer l'importance et l'étendue: canicules, inondations, tornades, érosions des berges, feux de forêt, pandémies, etc. : il faut protéger la population.

De bons services publics accessibles à tous constituent assurément une des voies les plus efficaces, les plus efficaces et les plus rentables pour y arriver. Par exemple, en SSS, une première ligne interdisciplinaire, décentralisée dans tous les CSLC, gérée par les populations visées et les personnels concernés, fera en sorte que les soins et services seront plus adéquats pour répondre non seulement aux besoins habituels, mais aussi à ceux qui découleront des crises climatiques.

De même, il faut rénover les installations de SSS et nos écoles, entre autres pour protéger des canicules tout autant les élèves du réseau public d'Éducation que les hébergé.e.s du réseau public de SSS, et les personnels qui oeuvrent à leur service dans les deux.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres nous a avertis en septembre dernier: il nous restait 24 mois pour mettre en place les mesures nécessaires à nous éviter les conséquences désastreuses qui nous attendent si rien n'est fait. Ce n'est pas idéologique, c'est scientifique.

Aujourd'hui, il reste 19 mois.

Il faut investir massivement pour changer notre façon de répondre à nos besoins et le gouvernement ne doit pas lésiner sur les montants nécessaires.

Les générations qui viennent pourront toujours gérer une dette, mais pas un monde invivable.

Jacques Benoit